

CIBLE

Sécurité

Le 31 mai, Paris a été perturbé par une grève dans le métro. Motif principal : le nombre croissant selon la CGT, d'agressions contre les agents de la RATP et les voyageurs.

Ce qui étonne, ce n'est pas le mouvement lui-même, mais l'absence d'écho politique qu'il a rencontré. Souvenons-nous : entre 1974 et 1988, le thème de la sécurité avait fait les gros titres des journaux, agité l'opinion publique, mobilisé le législateur et pris un tour obsessionnel lorsque la gauche arriva au pouvoir. Pas un crime qui n'était imputé à son «laxisme». Vint Pasqua, ses opérations policières aussi spectaculaires qu'infructueuses, et la période des attentats.

Passée l'élection présidentielle, et dans des conditions inchangées, le discours sécuritaire cessa de fonctionner. Il est vrai que d'autres craintes ont pris le relais - cette fois sur l'identité - qu'on entretient à grand bruit. Les mésaventures de l'idéologie sécuritaire devraient inciter à plus de clairvoyance.

GOUVERNEMENT

Y a-t-il encore un pilote ?



Natalité

**Polémique
sur les indices**

(p. 4)

Entretien

**Jacobins
contre libéraux**

(p. 6-7)

M 2242 - 539 - 13,00 F



Pour quelques balles au but

Nous savons que la mise en scène du sport n'est pas une activité désintéressée, qu'il s'y mêle de l'idéologie, de l'argent, de la politique. Mais au-delà de ces constats classiques, il reste à se demander pourquoi certains sports collectifs provoquent tant de passion, la nôtre ou celle des immenses foules de spectateurs, plus ou moins actifs avant, pendant et après le spectacle.

Sport populaire entre tous dans les pays latins, le football a depuis longtemps retenu l'attention des sociologues. Au temps du marxisme triomphant, on y vit bien sûr une distraction aliénante, qui détournait les masses populaires de la lutte des classes. Libérées de cette gangue grossière, les analyses sont devenues plus subtiles depuis une quinzaine d'années, sans perdre leur lien avec le système d'interprétation dominant. Dans la foulée des interprétations tocqueviliennes (la société démocratique comme mouvement irrésistible vers l'égalité), certains ont expliqué l'enthousiasme pour les sports collectifs par l'image de la société qu'ils permettraient de contempler : celle d'une confrontation entre égaux, d'une hiérarchisation qui résulterait du seul mérite. Notre fas-

Qu'on se passionne ou qu'on déteste, il n'est pas inutile de se demander ce que signifie la passion du football.



cination tiendrait au fait que ce spectacle est totalement visible, parfaitement compréhensible comme métaphore du jeu social démocratique - à la fois égalitaire, individualiste et méritocratique.

Cette analyse ne peut cependant expliquer des phénomènes qui sautent aux yeux : le soutien passionnel à l'équipe d'une ville ou d'un pays et la violence qui gagnent de plus en plus les terrains de football et leurs alentours : drame du Heysel et de tant d'autres stades latino-américains, mobilisation massive de la police italienne pour tenter de limiter les affrontements sanglants entre supporters à l'occasion de la

coupe du monde. Faut-il voir dans le spectacle sportif une expression parmi d'autres du retour au sacré, un rituel religieux qui se signifierait par le culte des grands joueurs, la fétichisation de certains objets, les chants et le langage lui-même ? Mais les dieux du stade sont interchangeables, la transcendance fait défaut et le culte n'épuise pas la violence.

De façon plus plate, mais sans doute plus véridique, il faut voir dans la passion pour le football l'expression d'un sentiment d'appartenance, une manifestation de l'identité collective, dans ses aspects positifs comme dans ses aspects les plus dangereux. Le positif, c'est la réconciliation, à Turin, à Naples,

à Marseille, de tous les groupes sociaux ou ethniques autour d'une équipe. Qu'importe si celle-ci comporte des étrangers, des immigrés, s'ils savent défendre vaillamment les couleurs de la ville. Qui n'a vu les jeunes beurs et les vieux marseillais unis dans la même joie lorsque l'O.M. remporte un match ?

Mais qui ne voit, aujourd'hui, que la grande fête sportive est en train de mal tourner ? Depuis quelques années, certains groupes tentent de briser les rituels collectifs en essayant d'imposer les leurs, manifestement racistes. Et les bandes de prétendus supporters n'utilisent les rencontres sportives que comme prétextes à une violence qui tourne souvent à l'émeute, parfois au massacre. Depuis peu, on constate que certains joueurs sont récusés en raison de la couleur de leur peau. Le football devient une métaphore de la guerre, menée par des groupes aux identités factices qui sont liés à des mouvements extrémistes.

Comme toujours, ce qui se déroule sur les stades est à l'image des tensions de notre société. Autre raison de s'inquiéter pour les années à venir.

Jacques BLANGY

royaliste ♦

SOMMAIRE: p. 2 : Pour quelques balles au but - p. 3 : L'éternel retour - Confusions socialistes - p. 4 : L'enfant nouveau - Renault à l'amende - p. 5 : Un semestre transalpin - 6-7 : Entretien avec Lucien Jaume - p. 8 : Un rabbin de Roumanie - Cahiers d'enfance - p. 9 : Dimensions d'une Europe de la culture - P. 10 : Légende d'un siècle - F. Leclerc - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : De la nécessité de gouverner.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57

Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

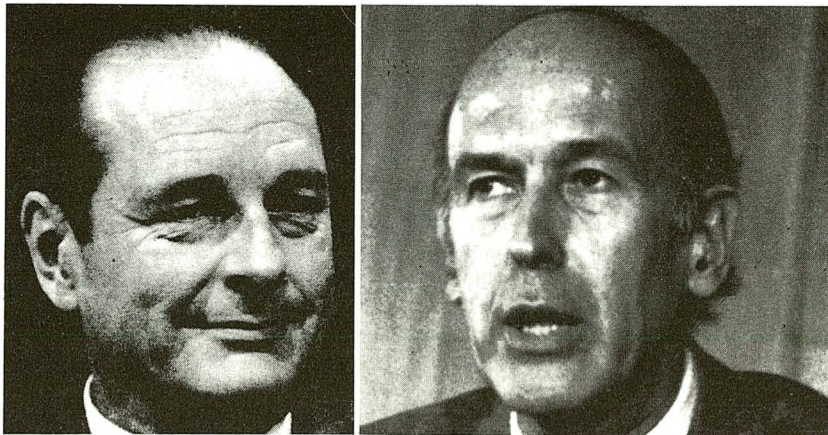
Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Opposition

L'éternel retour

Malgré ses grands discours sur l'union, l'opposition continue d'étaler ses rivalités et ses divergences. Sombres perspectives...



■ Affronter durement Le Pen au nom de la tradition gaulliste... ou récupérer en douceur l'électorat du Front National.

De cruelles expériences en font foi : pour gagner au second tour d'une présidentielle, il faut, longtemps à l'avance, mener une campagne unitaire. De la nécessité de l'union, résulte logiquement un choix préalable sous forme de primaires. Lancée par Charles Pasqua au lendemain de la cinglante défaite de 1988, la proposition a depuis marqué le pas, tant il est difficile de mettre au point un système équitable. Comme le dit Michel Noir, V. G.E. n'est pas près d'accepter le système de Chirac, et réciproquement.

Ce désaccord tactique se double maintenant d'une divergence sur la stratégie que les deux fractions de la droite entendent suivre à l'égard du Front national. Alors que J. Chirac, qui sent croître la menace, a décidé d'attaquer durement J.M. Le Pen (mais sans rompre avec une démagogie sur l'immigration qui contribue à légitimer le Front national), V. Giscard d'Estaing voudrait tenter une récupération en douceur de l'électorat du Front national, sans compromission

sur les valeurs mais dans la « courtoisie » à l'égard de son chef. Ce bel équilibre n'est pas du goût du RPR, qui voit dans l'axe Giscard-Le Pen le retour de la France de Vichy, tandis que l'ancien président de la République dénonce les « esprits tordus » qui font croire à une telle alliance. Comme disait autrefois G. Marchais, l'union est un combat, et celui-ci promet d'être impitoyable puisque les grands rivaux jouent tous deux leurs dernières cartes.

Face à l'obstacle incontournable que constitue le lepénisme, V. Giscard d'Estaing a choisi la stratégie la plus dangereuse : la courtoisie ne pèse rien face à la violence délibérée et, comme l'a dit J.M. Le Pen, les électeurs préféreront l'original à une copie distinguée. Reste à souhaiter, pour l'avenir du pays et pour l'honneur de la droite, que J. Chirac persévère dans sa volonté d'affronter le Front national, au nom de la tradition gaulliste et d'une identité nationale bien comprise.

Sylvie FERNOY

Recul

Confusions socialistes

Malgré la décision unanime du bureau exécutif du P.S. sur le droit de vote des étrangers, la division règne dans les rangs socialistes.

Saluée comme une victoire par J.M. Le Pen, la déclaration de la direction sociale a été interprétée comme un abandon pur et simple de son projet concernant le droit de vote des étrangers - tant par la presse que par nombre de responsables du P.S. Ainsi Jean-Michel Belorgey, président de la commission des Affaires sociales, s'est déclaré « désespéré » par cette « lâcheté », Marie-Noëlle Lienemann dénonce pour sa part un « recul », Jean-Luc Melançon y voit « un désastre, une honte, une capitulation », et Laurent Fabius a pris très nettement ses distances.

Devant cet assaut, la direction du P.S. a fait valoir qu'elle avait été mal comprise. L'erreur d'interprétation serait venue d'une « mauvaise communication », le commentaire officiel de la décision du Bureau exécutif ayant porté par inadvertance sur un premier projet de déclaration, qui concluait à l'abandon pur et simple, et non sur celui qui a été adopté et qui se borne à constater les obstacles à la réalisation du projet.

Cette tentative de clarification

des intentions n'a cependant pas résisté au débat parlementaire du 22 mai. Alors que le Premier ministre soulignait qu'il était décidé « à ne pas plus en parler demain (qu'il ne l'a fait) hier », le porte-parole du Parti socialiste, Jean Le Garrec, a tenu à souligner qu'il voyait dans le droit de vote « un puissant facteur d'intégration ».

Alors que le Premier ministre (socialiste, il convient de le souligner) renvoie aux oubliettes de l'histoire le vœu exprimé par le président de la République dans sa « Lettre aux Français », le porte-parole d'un Parti socialiste qui paraissait avoir abandonné le projet, en réaffirme avec force la nécessité.

Du côté de l'Elysée, les milieux généralement bien informés évoquent la fureur du président de la République lorsque le P.S. a fait connaître sa décision sur le droit de vote, et sa volonté de voir aboutir, dans quelques années, un projet qui lui tient à cœur. Il est clair que ce n'est pas l'actuel Premier ministre qui le réalisera.

Maria DA SILVA

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

L'enfant nouveau

Derrière le très vif et actuel débat sur la natalité, apparaissent en filigrane des enjeux politiques d'une grande actualité.

Il ne suffit pas d'établir les statistiques, encore faut-il savoir les interpréter. Vieux débat, jamais épuisé, qui alimente les querelles d'experts et les polémiques entre politiciens. La tendance, dans l'opinion, est de s'en laver les mains, tant il est difficile d'y voir clair.

La polémique qui fait rage aujourd'hui à l'Institut national d'études démographiques mérite cependant qu'on s'y arrête. D'un côté, cette vénérable institution, représentée par son directeur Georges Calot. De l'autre un chercheur connu, Hervé Le Bras, qui a été démis de ses fonctions à l'INED avec des attendus d'une rare violence. Motif ? Une analyse savante de l'indice de natalité, qui ruine le pessimisme des démographes français.

On sait que la natalité est mesurée par le nombre moyen d'enfant par femme, que ce taux, publié par l'INED, n'a cessé de décroître depuis vingt ans pour atteindre 1,8, alors qu'il faudrait qu'il soit de 2,1 pour que le renouvellement de la population soit assuré. Pourtant, cet indice catastrophique ne paraît pas correspondre aux constatations simples : depuis 1945, la France est passée de 39 à 56 millions d'habitants, et l'excédent des naissances sur les décès était l'année dernière de 250.000 personnes.

D'où la nécessité d'y regarder de plus près. Pour obtenir des résultats précis, il faudrait calculer le taux de natalité par génération (nombre définitif d'enfants obtenus par les femmes nées en 1940, par exemple) - mais pour cela il faut attendre que cette génération ne soit plus en âge de procréer.



C'est pourquoi, d'ordinaire, le calcul se fait en comptant le nombre de naissances pour une année, rapporté à la quantité de femmes en âge de procréer, toutes générations confondues. C'est cette méthode qui donne le fameux chiffre de 1,8. Mais, selon Hervé Le Bras, cet « indice conjoncturel » ne permet pas de mesurer le renouvellement réel de la population. En particulier, il ne rend pas compte du phénomène des naissances de plus en plus tardives qui, selon lui, mettrait aujourd'hui le taux de natalité à 2,15, au dessus du seuil de renouvellement.

Si Hervé Le Bras a raison, c'est une partie de la thématique du déclin et de la France « colonisée par les étrangers » qui se trouve scientifiquement invalidée. Nous attendons avec intérêt la réponse argumentée du directeur de l'INED.

Annette DELRANCK

Renault à l'amende

L'accord intervenu le 22 mai entre la commission européenne et le gouvernement français peut sembler raisonnable. Il est en fait lourd d'incertitudes pour l'avenir.

La commission, par la voix du très pugnace et très libéral Leon Brittan exigeait à l'origine que la Régie remboursât à l'Etat français quelque 8,4 milliards de francs sur les 12 que l'entreprise nationalisée avait recus fin 1988 (sous le gouvernement Chirac) pour éponger sa dette. Après marchandage - car s'agit-il d'autre chose ? - la firme au losange remboursera immédiatement 3,5 milliards au Trésor. Elle réintroduira en outre 2,5 milliards de dettes dans son bilan.

Il faut se rappeler qu'en 1988, M. Madelin, en échange de l'annulation de 12 milliards de dettes présentait à la commission un plan de restructuration et proposait un changement de statut. La Commission de Bruxelles avait alors accepté et précisé que, conformément au traité de Rome, des dotations en capital sont toujours possibles si l'Etat les verse comme un actionnaire normal. Comme l'écrit Eric Le Boucher dans « Le Monde » du 22 mai, « en théorie les textes européens sont "neutres" vis-à-vis de la propriété publique ou privée des entreprises, mais dans la pratique, la commission européenne en fait une lecture libérale et elle a du mal, en particulier, à admettre l'économie mixte française ».

Une fois de plus, Michel Rocard, fidèle en cela à sa méthode traditionnelle, a préféré accepter un arrangement

qui peut sembler pragmatique. Plutôt que de traiter au fond le problème politique. Même M. Mitterrand, lors du conseil des ministres du 23 mai a qualifié ce compromis de « raisonnable ». Il est vrai que cela peut sembler habile, l'accord précisant que l'Etat pourra doter le capital de Renault comme bon lui semble dès le début de 1991 : la firme ne souffrira donc pas financièrement du compromis.

Pourtant, tous ne partagent pas cet optimisme et M. Cheysson, dans « Libération » du 24 mai, déclarait récemment sans ambages : « Je suis mécontent de cet accord, car je dénie à la commission le droit de distinguer entre les bons actionnaires privés et les méchants actionnaires publics... La décision de la Commission relève d'une approche systématiquement hostile et discriminatoire envers les entreprises publiques. Je demande à Bruxelles... de ne pas prendre une position de principe rendant les privatisations obligatoires ».

Tel est bien notre avis. M. Lévy, PDG de Renault, estime d'ailleurs que Sir Loon Brittan a « fait plier le genou » à l'entreprise. Cette affaire symbolique est fâcheuse dans la mesure où elle pourrait constituer une sorte de « jurisprudence » en ce qui concerne le pouvoir de la Commission dans le domaine des secteurs publics des partenaires européens.

Alain SOLARI

**Nous avons toujours
besoin de votre aide !**

souscription : voir page 11

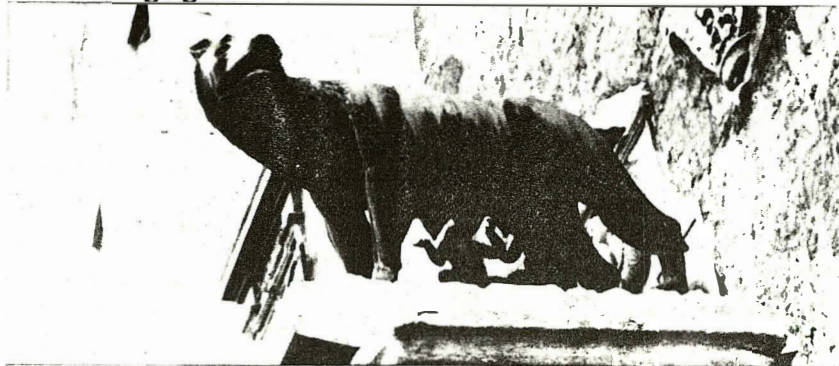
Un semestre transalpin

Nous apprécions peu quand les Italiens ont le premier rôle. La France ne s'est pas qualifiée pour le Mondiale. Nos cartésiens redoutent les initiatives italiennes, brouillonnes, parce que faites d'intuitions, frivoles parce que faites d'éclairs d'intelligence, décourageantes parce qu'habiles à la manœuvre, aux combinazioni, spécialement sous l'actuel premier ministre, le «renard» Giulio Andreotti, comme l'appelle Gilles Martinet qui inaugure avec lui la galerie de portraits-souvenirs de son ambassade à Rome (1981-1985), une des meilleures introductions à l'Italie contemporaine sous toutes ses facettes (1).

100% atlantique et 100% européenne, qui pourtant peut être assuré de l'Italie ? Andreotti a renoué avec la tradition diplomatique italienne qui tendait à utiliser les marges d'autonomie dont elle dispose et dont on ne se servait pas, cherchant à tirer parti de toutes les opportunités, reculant indéfiniment l'heure du choix. Pur opportunisme qui a en réalité un fil conducteur. «Versatilité réfléchie» comme on la qualifiait au temps où Rome évoluait librement de la Triplice (avec Berlin et Vienne) à l'Entente (avec Paris et Londres), elle sait doubler la fidélité atlantique qui n'a pas refusé hier les euro-missiles et demain accueillera les forces américaines redéployées d'Allemagne, d'une forme de néo-neutralisme progorbatchévien (l'Italie est le troisième partenaire commercial occidental de Moscou), favorable par avance à tout désarmement. Son européisme maximaliste et fédéral intégrant Milan et Turin au noyau Ruhr-Rotterdam, n'a dégal que son égoïsme axé sur la promotion de ses intérêts commerciaux.

Cette capacité inégalée à se

La coupe du monde de football et la présidence européenne qui échoit à l'Italie à compter du 1er juillet nous invitent à regarder au-delà des Alpes, ce que nous négligeons de faire en dehors des vacances.



moquer des apparentes contradictions poursuivies jusqu'à l'extrême limite, cette faculté baroque de conciliation des extrêmes, envers tant de faiblesses, d'aucuns l'expliquent par l'absence dans son histoire de révolution religieuse ou politique analogue à celles qu'ont connues la France, l'Angleterre ou l'Allemagne.

L'unité de l'Europe ouvre ainsi un champ nouveau à la carrière italienne. Rome ne pouvait pas ne pas être concernée par l'unification allemande à laquelle fut liée sa propre unité. L'appel de la Mitteleuropa (2), des Balkans et de l'Orient n'est pas moins fort en Italie qu'en Allemagne, la «dérive à l'Est» y est tout aussi partagée, en concurrence avec l'Allemagne et donc, dans la logique italienne, ouvrant à un rapprochement avec celle-ci. Face à ces évolutions, combien paraît étrange la relation que nous entretenons avec elle, de grande soeur à petite soeur. Les choses sérieuses se traitent entre adultes et les italiens ne sont pas sérieux ! On ne nous voit jamais appuyer la quête italienne de respectabilité internationale, au conseil de sécurité, au directoire européen franco-allemand ou atlantique anglo-franco-américain (parce que

nucléaires), au sommet des pays industrialisés, au G7, aux conversations 2 + 4 sur l'Allemagne... L'Italie a toujours dû forcer son entrée dans le concert des grands et n'y a réussi qu'en matière économique en supplantant la Grande-Bretagne, juste derrière notre pays, en 6ème place. On se souvient de la frustration de l'Italie admise au Conseil des quatre à la conférence de paix à Versailles en 1919, qui fut pour beaucoup dans la naissance du fascisme.

Pourquoi ce malentendu franco-italien ? Martinet le fait remonter à Bonaparte, à la campagne d'Italie qui n'a cessé de le hanter depuis son diplôme d'étude supérieures d'histoire de 1937 consacré à ce sujet. Les périodes de l'histoire où la France a eu une politique italienne sont décriées et considérées comme des diversions du combat principal contre l'Allemand ou l'Anglais : guerres d'Italie des Anjou, «guerres de magnificence» selon Albert Sorel, guerres napoléoniennes jusqu'à celles de Napoléon III, ex-carbonari. Depuis 1870, il semble que nous ayons à peu près disparu de la scène politique transalpine jusqu'à l'ambassade de Gilles Martinet, le «plus italien des

Français» selon son éditeur. Nous y admirons ce que nous fûmes, l'art, la culture, la mode. Nos hommes politiques, nos fonctionnaires et nos industriels (parfois les mêmes) tous bords confondus, répugnent à ce qu'ils sont censés souhaiter, la vitalité de ce que l'on appelle ici la société civile, y compris sa composante aristocratique moderne qui a séduit Martinet, peu préparé à elle, et qui a su préserver en l'adaptant son enracinement familial et régional (Martinet ne l'étend pas à la religion mais on peut douter de l'épaisseur de la sécularisation apparente). La force du lien social, son unité profonde, est ce qui permet à l'Italie de jouer sans cesse sur deux ou plusieurs registres ce qui déboucherait chez tout autre sur la guerre civile (ou le bipartisme).

Préoccupant, à cet égard, tout élargissement du fossé entre le nord et le sud, pas seulement pour l'Italie, pour l'Europe entière dont elle détient une des clés comme tête de pont des douze en Méditerranée. Le talon d'Achille de l'Europe est bien situé, au talon de la Botte, où a toujours résidé la principale menace stratégique contre l'Italie, à l'entrée de l'Adriatique, depuis les Turcs jusqu'aux Soviétiques et aux Libyens, face à la petite Albanie, protectorat italien en puissance. Ou bien l'Italie apportera à la solution du problème pour elle et pour toute l'Europe le génie d'intégration qui est le sien, ou bien elle se décomposera et l'Europe connaîtra une nouvelle question romaine.

Yves LA MARCK

(1) Gille Martinet, *Les Italiens*, Grasset, prix franco : 137 F.

(2) L'initiative «quadrilatérale» du ministre des Affaires étrangères, le Vénitien de Michelis, entre Italie, Autriche, Hongrie et Yougoslavie.

Jacobins contre libéraux

● **Royaliste** : Avant d'évoquer la conception jacobine de l'Etat, pourriez-vous définir ce libéralisme qu'elle conteste ?

Lucien Jaume : Il faut être prudent. Le mot est employé aujourd'hui comme simple arme de guerre et le libéralisme français du 19ème siècle est un continent méconnu. Son étude est d'autant plus difficile que le libéralisme français a été pluriel et qu'en pratique il n'a eu qu'une faible application. Avant de publier le résultat d'une recherche d'ensemble, j'ai pris dans ce livre une certaine définition du libéralisme avec comme témoin de référence Røderer, un immense auteur aujourd'hui oublié que je considère comme un proto-fondateur du libéralisme avec Benjamin Constant.

J'ai donc considéré, de façon sans doute prématurée, que la séparation réelle et la différence méthodologique entre la société civile et l'Etat étaient inhérentes à la vision libérale. Cela implique que l'homme est différent du citoyen, et le privé tout à fait séparé. Par conséquent, la gestion des affaires politiques est de l'ordre de la compétence, d'une compétence spécifique qui se détache clairement de la vieille autorité patriarcale, et aussi de la façon de gérer les entreprises et les terres. Il y a un métier politique qui commence avec la Révolution française et que le courant libéral reconnaît dans sa plénitude. D'autre part, entre la société civile et l'Etat, l'articulation n'est pas donnée, elle est à construire par le moyen de la représentation qui doit protéger et rendre compatibles les intérêts particuliers. Autre conséquence : la question d'une morale sociale est en principe dépassée, du fait de la liberté des opinions - qui n'est pas le silence des opinions mais le débat. Quant au religieux, il est

d'ordre privé. Y a-t-il un civisme ? Un commun dénominateur des valeurs ? Cela pose problème. Enfin, le lien concret entre individus, libres, égaux et atomisés, n'est pas moral, il n'est pas principalement juridique, il est donné, structuré et remanié par le jeu du marché. Cependant le juridique est important car il délimite l'espace de la liberté individuelle où s'épanouit le bonheur des individus. Cette caractérisation du libéralisme politique est cependant contestable : elle s'applique à Constant, à Røderer, mais pas à Guizot.

● **Royaliste** : En quoi le gouvernement jacobin s'oppose-t-il au libéralisme ?

L. Jaume : La question de la séparation entre la société civile et l'Etat est l'enjeu essentiel - pourvu qu'on considère que le gouvernement révolutionnaire de 1793 réalise les tendances du jacobinisme radical de 1789, alors même qu'il semble les inverser. Pour comprendre les ressorts de cette réalisation-inversion, il faut examiner la question de la souveraineté. Cette question est centrale, parce qu'elle permet de comprendre la place et la force du jacobinisme dans la Révolution, son rayonnement dans l'histoire ultérieure de la France, et son lien avec l'histoire antérieure.

Le paradoxe, c'est que le jacobinisme - défenseur systématique de la volonté du peuple contre le personnel politique, contre les bureaux, contre le roi et l'Etat - établit un Etat omnipotent, détenteur du droit de vie et de mort. Le tournant, c'est juin 1793, la prise du pouvoir de la Montagne contre la Gironde, précipitant une guerre civile qui met en présence le supposé fédéralisme des Girondins contre la supposée unité que défend la Mon-

tagne. Cet investissement de l'Etat contre les Girondins (la Terreur est une arme inventée contre la Gironde) est-il un simple opportunisme ? Non. Dans le discours jacobin qui glorifie l'Etat révolutionnaire, un discours plus ancien réapparaît dans lequel s'affirme la résurgence de l'idéologie organiciste : les rapports du peuple et du gouvernement révolutionnaire sont décrits comme une incorporation du peuple au gouvernement. Ce gouvernement est le cerveau, qui commande aux bras et aux jambes etc. Dans les circulaires du Comité de Salut public, on trouve cette métaphore du géant révolutionnaire qui, dans son unité, fait que le peuple français n'est pas divisé. Il y a union des gouvernés et des gouvernants, qui forme un Hercule écrasant l'hydre fédéraliste... de même que Louis XIV avait été Apollon étouffant le serpent

Agrégé de philosophie, historien et politiste, Lucien Jaume est l'auteur d'ouvrages remarquables sur la pensée politique de Hobbes et sur le jacobinisme (« Le Discours jacobin et la démocratie », Fayard, 1989). Il vient de publier un livre, « Echec au libéralisme. Les jacobins et l'Etat » (Editions Kimé) qui éclaire d'un jour nouveau l'histoire de la Révolution française et celle de la France moderne.



Python - les protestants. Rapprochement tendancieux ? D'abord, le grand schéma par lequel l'absolutisme français avait imaginé les rapports entre gouvernants et gouvernés était précisément le schéma de l'incorporation. N'oublions pas que, selon la doctrine en vigueur au siècle de Louis XIV, « la nation ne fait pas corps en France », elle ne fait corps que par l'unité que lui apporte l'âme unificatrice qu'est la souveraineté royale. Cette doctrine a été magistralement exposée par Bossuet : « Comme en Dieu est résumé toute perfection et toute vertu, ainsi toute la puissance des particuliers est réunie dans la personne du prince. Quelle grandeur qu'un seul homme en contienne tant ». Et Hobbes, très apprécié à la cour de Louis XIV, représentait dans le Léviathan (1651) un souverain ayant absorbé en lui tout le peuple des individus...



Sous l'absolutisme monarchique, ce schéma de l'incorporation visait à établir la hiérarchie, l'autorité royale. Sous les Jacobins, il s'agit de faire accepter que la Convention ne retourne pas devant les urnes - afin d'empêcher le retour des Girondins. Il faut donc faire admettre que la Convention représente la souveraineté du peuple - cela de façon non-électorale, qualitativement et non en nombre de voix. La Convention « représente » la souveraineté morale d'un peuple à venir, d'un homme nouveau, régénéré.

● **Royaliste : Au-delà des circonstances, quelle est la doctrine jacobine de la représentation ?**

L. Jaume : Comparons deux citations. Quelques jours avant Varennes, Robespierre met en garde contre la collusion entre les députés et le roi et déclare que « ...si le corps représentatif n'est pas pur et presque identifié avec le peuple, la liberté est anéantie ». Le 24 juin 1793, à la fin du débat sur la Constitution montagnarde, Couthon renonce au projet de censure du peuple sur les actes du Corps législatif car, dit-il, « vous venez de me faire remarquer qu'une majorité corrompue pourrait avoir corrompu l'opinion publique de telle façon que le patriote le plus pur, le républicain le plus zélé, pourrait être déclaré avoir trahi la cause du peuple pour l'avoir trop bien défendue ». Dès lors, il est clair que ce sont les représentants qui contrôlent et façonnent le peuple.

Pour Robespierre, il faut que les députés ressemblent au peuple, qu'ils soient dans le peuple alors que, pour Couthon, le peuple doit ressembler aux députés. La contradiction recouvre une cohérence idéologique. Ce qu'il y a de commun, c'est l'exigence que la représentation soit fondée sur une identité. L'indice de légitimité du pouvoir, pour le jacobinisme, c'est la vertu, substituée au vote. On comprend que le jacobinisme s'oppose à la séparation entre la société civile et l'Etat, entre public et privé, entre l'homme et le citoyen : il y a des raisons morales (unité de moralité-unité de souveraineté, dans un pays où l'on parlait de l'unité de roi, de loi et de foi) il y a des raisons politiques (les Girondins sont amis des

richesses, de l'individualisme, méfiants envers le retour du religieux et l'utilisation politique de la centralisation, ce qui ne veut pas dire qu'ils aient été fédéralistes). Enfin il y a des raisons culturelles : la très grande difficulté d'admettre le pluralisme qui est portée au paroxysme par les jacobins. Pour eux, la diversité des opinions est mauvaise parce qu'elle se fonde sur un relativisme qui met sur le même plan l'erreur et le vice, la vérité et la vertu. Il ne peut y avoir qu'une opinion vraie, qu'un seul bien. On peut comparer sans exagération la lutte contre le « fédéralisme » à la lutte contre le protestantisme : les analogies de situation, de discours et de méthode s'y prêtent.

Globalement, le personnel révolutionnaire a eu deux idées de la représentation qui n'ont cessé d'interférer : d'une part la fonction rationnelle de la représentation, c'est la possibilité de délibérer et de décider grâce aux compétences. D'autre part la fonction imaginaire de la représentation, dans laquelle il y a une identité supposée entre représentés et représentants - identité de nature, d'image, de moralité. La dimension imaginaire intervient théoriquement pour renforcer la légitimité rationnelle et formelle de la représentation, mais elle l'étouffe ; de plus, cette fonction rationnelle est contestée dès 1789 car l'égalitarisme n'admet pas l'inégalité des compétences.

● **Royaliste : D'où l'opposition entre libéraux et jacobins...**

L. Jaume : En effet, la perspective libérale consiste à exiger la compétence et non pas l'identité, donc à accepter la distance, l'inégalité, comme l'explique Roederer. Elle consiste aussi à juger sur une responsabilité politique propre aux représentants : si nous admettons que les représentants sont différents de nous, peut-être serons-nous poussés à leur imputer une responsabilité qui est la leur. Si par contre nous voulons croire que nos représentants nous ressemblent, si nous voulons nous prendre pour eux, peut-être allons-nous mélanger les responsabilités. Le sophisme jacobin qui consiste à vouloir que les députés ressemblent au peuple, et ensuite que le peuple ressemble aux députés, privilégie la dimension imagi-

naire de la représentation. Parce que l'institué ressemble à l'instituant, il peut devenir souverain : puisqu'il me ressemble il est un autre moi-même, et c'est donc moi qui agis à travers lui : je suis donc censé me commander à moi-même, et punir le représentant serait se punir soi-même comme dit Hobbes. Bref, l'identification fonde l'autorité de celui qui sait susciter l'identification : c'est une technique politique sur laquelle la démocratie joue mais qui vient d'avant la démocratie. C'est une technique selon laquelle l'offre politique crée la demande, selon laquelle les spécialistes de la politique « font » la nation, instituent les citoyens, imposent le champ des choix politiques, même s'il y a parfois résistances et révoltes.

● **Royaliste : Y a-t-il une postérité jacobine ?**

L. Jaume : Elle est apparue toutes les fois que les Français ressentent la nécessité d'un rôle arbitral de la puissance d'Etat, toutes les fois que le conflit des partis paraît tout remettre en question, toutes les fois qu'on cherche une instance qui semble s'élever au-dessus des intérêts particuliers. Ainsi Louis-Napoléon qui fait référence à la centralisation, au gouvernement révolutionnaire prenant la suite des rois qui ont fait la France, à la souveraineté du peuple, au rôle décisif du pouvoir d'Etat. Certes, on peut dire que la prééminence de l'exécutif n'est pas jacobine. Mais n'oublions pas la dictature du Comité de Salut public à travers Robespierre... Le problème du jacobinisme, c'est que le Héros vertueux, qui ne devrait pas exister, incarne le « peuple-roi » comme dit Hobbes. Le jacobinisme s'inscrit dans une perpétuelle hésitation de l'histoire française : les Français, d'un côté, sont contre le roi et se glorifient périodiquement de l'avoir guillotiné. Mais d'autre part, ils aiment, surtout dans les situations de crise, une incarnation de la souveraineté une et indivisible dépassant le jeu des factions. De Gaulle l'a ressenti. Cette contradiction française explique l'importance du jacobinisme chez nous et en quoi il fait bien partie de notre identité nationale.

Propos recueillis
par B. La Richardais

Mémoire

Cahiers d'enfance

Par l'auteur de «La France sensible», l'évocation d'une enfance heureuse qui nous touche par ce qu'elle réveille en chacun de nous.



L'enfance est le temps des secrets, difficiles à évoquer, plus encore à écrire. L'homme qui «se penche sur son passé» a tôt fait de tomber dans un attendrissement qui n'émeut que lui. Et dire la France, sans exposer son idée, sans faire une théorie ou composer un manuel d'histoire ou de sociologie est un exercice si périlleux que bien peu aujourd'hui osent s'y livrer.

En publiant ses «Cahiers d'enfance» (1), Pierre Sansot paraît se jeter sur le double écueil de la confiance mièvre et de l'invocation déroulédienne. Il y échappe cependant, non par procédé technique, mais simplement parce qu'il a gardé une relation sensible avec son pays et le souvenir vivant des choses et des êtres qui ont peuplé sa jeunesse.

L'école est le lieu de cette enfance heureuse. Toute autre que notre système d'enseignement, c'était alors un monde coloré et chaleureux, une société soumise à des rites qui

offraient mille occasions de ruses et de transgressions, dont la vie s'inscrivait sur des cahiers - de classe, de notes, d'appel, de textes - soigneusement tenus et parfois habilement cachés.

L'école, c'était l'odeur de la craie et la douceur des buvards que Pierre Sansot donne à respirer et à sentir à ceux qui ont pu connaître ces objets dignes de l'échange ou de la collection. C'était aussi des figures, moins visibles aujourd'hui ou disparues : celles, prestigieuses, du Cancre, du Crack et du Maître, celle méprisée et tragique du Fayot, inscrites dans de subtiles hiérarchies qui ne reposaient pas sur le seul mérite.

Mieux qu'un ouvrage savant, cette poétique de l'école suscite nos propres évocations, réveille nos émotions, et nous permet de comprendre comment s'est fait, un temps, notre pays.

Yves LANDEVENNEC

(1) Pierre Sansot : *Cahiers d'enfance* - Ed. Champ Vallon, 1989. 120 F.

Résistance

Un rabbin de Roumanie

Dans la Roumanie sous la botte fasciste puis stalinienne, le long combat d'un rabbin pour sauver son peuple.

Alexandre Safran

«Un tison arraché aux flammes»

Mémoires



Elu grand rabbin de Roumanie en février 1940, Alexandre Safran n'avait que vingt-neuf ans. Lourde responsabilité, pour un homme aussi jeune, que de devenir le représentant de la communauté juive dans un pays très profondément marqué par l'antisémitisme populaire, politique et religieux. Mais ce climat hostile demeurait supportable, au regard des années de terreur qui allaient suivre.

Dès l'ultimatum soviétique du 26 juin 1940, qui provoqua le démembrement de la Roumanie, le gouvernement édicta des lois raciales et les pogroms commencèrent dans le pays gagné par l'anarchie. Puis ce fut la prise du pouvoir par les fascistes et le début d'une persécution méthodique qui allait encore s'aggraver lorsque la Roumanie entra en guerre aux côtés de l'Allemagne contre l'Union soviétique : pogrom de Jassy, qui fit 12.000 morts, pogrom de Bucarest, arrestations, profanations de cimetières, tortures, exécutions, déportations massives.

Armé de sa foi et de son courage, le grand rabbin va, pendant quatre ans, tenter d'arracher les membres de sa communauté aux mécanismes inexorables de la persécution. Face au maréchal Antonescu, à sa police et à la Gestapo, il parviendra à sauver la moitié des siens, avec la protection de la famille royale et l'appui de quelques hommes d'Eglise : le nonce apostolique et quelques dignitaires orthodoxes qu'il saura émouvoir. Lisant ces mémoires (1), nul ne pourra dire que les Juifs sont allés à la mort sans réagir, et que leurs institutions ne les ont pas protégés.

La résistance d'Alexandre Safran ne cessera pas avec la défaite de l'hitlérisme et de ses alliés : le pouvoir communiste qui s'installe en Roumanie veut étendre son emprise sur l'ensemble de la société et détruire l'essence même de la communauté juive. Victime d'intrigues, menacé dans sa liberté et dans sa vie, Alexandre Safran sera expulsé de Roumanie en 1947, peu de jours avant que le roi Michel ne soit contraint à l'exil. Le grand rabbin y voit plus qu'une coïncidence : pour que le totalitarisme s'instaure, il fallait chasser le symbole de la résistance politique, et celui de la résistance spirituelle...

B. LA RICHARDAIS

(1) Alexandre Safran : «Un tison arraché aux flammes», Stock, 1989, prix franco : 132 F.

Dimensions d'une Europe de la culture

■ Gérard Leclerc



Jean-Marie Domenach vient de publier un court essai, vif et suggestif sur le défi culturel de l'Europe. L'ancien directeur d'« Esprit » y prend position pour une communauté des nations qui, bien loin d'abolir le patrimoine multiple et commun aurait l'ambition de le prolonger. Le modèle nord américain est justement récusé : « L'Europe est une idée neuve dans le monde. C'est pourquoi on ne peut l'extraire, toute préparée, des congélés de l'histoire. Ce ne sont donc pas des précédents qu'il faut demander à nos cultures européennes, mais d'abord de l'audace et de l'imagination - cette ressource, cette faculté de se relancer, qui les a toujours caractérisées... » Bainville n'avait pas tort de remarquer que la division de l'Europe avait pour origine le goût inépuisable de la liberté. Ce serait une erreur de fonder un commun destin sur l'abolition de l'Europe multidimensionnelle. Il faut au contraire redonner à tous le goût de cette richesse plurielle : « Rendre à nos sociétés, que la dictature, à l'Est, a corsetées, et que la richesse et la bureaucratie, à l'Ouest, ont dévitalisées, leur capacité d'inventer et d'agir, telle est la tâche première... »

Cette communauté-là ne peut que se fonder sur sa culture - sans exclure le moins du monde les autres liens de solidarité. Mais il faut d'abord se mettre d'accord : comment définir une unité à partir de dix cultures différentes dont cinq à vocation mondiale (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Portugal) ? Plus on étudie l'histoire et plus on est frappé des contradictions qui marquent aujourd'hui encore la structure profonde d'un continent introuvable. Philippe Ariès distinguait trois Europees différentes, la méditerranéenne, l'atlantique et la continentale. Aujourd'hui que nous retrouvons avec l'Europe centrale l'autre partie de nous-même, celle sans laquelle nous vivions hémiplegiques, une autre division apparaît, celle que souligne Henry Bogdan dans sa récente Histoire des pays de l'Est (Perrin) : « La ligne de partage entre les pays balkaniques de tradition orthodoxe et les autres pays de l'Est de tradition chrétienne occidentale demeure aujourd'hui aussi nette que par le passé. Elle correspond également à la ligne de partage entre les régions qui ont subi longtemps la domination ottomane et celles qui ont fait partie plus ou moins directement de l'ensemble politico-culturel germano-habsbourgeois ». Domenach confirme ce diagnostic. Je me demande s'il ne conviendrait pas de le prolonger en s'interrogeant sur ce qui est le non-dit de toute réflexion sur le devenir de l'Europe, à savoir la place qu'y prendra l'Union soviétique. Imagine-t-on une Europe centrale totalement déliée de l'ancienne puissance tutrice ? En ce cas la ligne de partage pourrait retrouver la ligne de séparation religieuse, la Roumanie, la Bulgarie et les provinces orientales de la Yougoslavie se tenant à l'écart d'une idéale confédération autour des 12 pays de la CEE. Mais c'est une hypothèse parmi d'autres possibles.

Tout indique que Mikhaïl Gorbatchev veut intégrer son empire dissocié dans un concert européen où il pourrait accéder à la croissance économique et à une rédefinition de l'espace politique. La violente polémique qui oppose dans les colonnes de « Libération » Alain Besançon à Adam Michnik signifie pour le moins que l'hypothèque russe n'est pas levée. Il est vrai aussi que la peur de la puissance allemande est un obstacle au total désengagement polonais par rapport à Moscou. Le meilleur garde-fou à toutes les dérives est bien ce que Domenach désigne par un ordre : « Nous avons besoin d'un ordre. Je sais que ce mot a mauvaise presse. Mais si l'Europe n'avait pas constitué l'embryon d'un ordre, la fête berlinoise aurait probablement mal tourné.

C'est la présence de cet ordre supranational et pacifique qui a permis d'éviter la peur et le conflit, et qui a rassuré, alors que le désordre des pouvoirs grandissait à l'Est ».

L'autre dimension de cet ordre est culturelle, au sens où l'extrême complexité européenne se retrouve dans une unité qui la transcende et peut donner aux Européens le sentiment d'une même vision du monde : « Hors d'Europe, on a l'intuition de ce qui a constitué l'essentiel européen : la revendication tragique de la grandeur humaine, la lutte avec l'ange pour la domination de la terre et la maîtrise de soi, et la lutte avec Satan contre le renoncement à la liberté et la fascination du néant ». Et Domenach de prononcer un nom magique : Prague. A l'égale de Paris et de Rome, la capitale de la Tchécoslovaquie est un haut lieu européen. Pour mon bonheur, je m'y trouvais il y a quelques semaines, alors qu'elle vivait à l'heure de ce que Vaclav Havel a appelé un miracle. Du cimetière juif où repose Kafka au château et à la cathédrale Saint-Guy, de la place Venceslas au pont Charles IV, je me suis promené dans cette ville que j'avais si souvent rêvée. Maurice Clavel avait écrit durant l'été 68 dans Le Nouvel Observateur un article que je n'ai pu oublier : « C'est l'Europe, l'Europe aux anciens parapets, aux vieilles arcades. C'est l'Europe où les pierres ressemblent à l'homme et parlent, mieux que lui peut-être, puisque les styles et les siècles s'unissent, et répondent ensemble aux questions du regard : le temps qui nous a fait reste là. C'est le centre, le cœur et - au moins pour le malheur - l'âme captive de notre Europe. » La liberté retrouvée, c'est toujours l'âme, meurtrie, mais jamais épuisée et la beauté baroque, la vie...

Ainsi l'Europe de l'Esprit peut-elle être aussi celle du cœur dont la logique commande l'élargissement de notre communauté aux nations filles d'un même désir de retrouvailles. Tout ce qu'il faudra de volonté et d'imagination pour donner consistance politique à un tel désir est évidemment indicible. Mais dans l'ordre de la culture, là où les affinités devraient concilier nos différences, Jean-Marie Domenach a mille fois raison d'imaginer des moyens d'action immédiats qui ont le mérite de mettre en œuvre une communion d'esprit sans trahir des différences vitales : « Ce n'est pas par hasard si les deux domaines où la construction européenne a rencontré et rencontrera le plus d'obstacles sont ceux que recouvre le mot de culture : culture de la terre et culture de l'esprit. L'industrie est de fait internationale. Une machine, un produit manufacturé ne se distinguent que par un label made in France, made in Italy, ou quelques détails de présentation. Mais ce qui fait un pays : le travail de la terre et le travail de l'esprit, garde sa particularité, même si l'agriculture est déjà largement industrialisée et par là banalisée ». Ici il ne s'agit plus, ou pas exclusivement, de profit et de rendement. Les peuples de l'Est nous attendent à ce défi. Saurons-nous sauver les biens sans prix qu'ils ont illustrés dans leur détresse tandis qu'ils accèdent à notre consommation ?

Je ne puis ici reprendre le détail des mesures simples proposées par Domenach. Simplement dans le domaine des langues cette idée essentielle : Résister à l'américanisation de l'Europe, ce n'est pas tenter de concurrencer l'anglais, c'est d'abord l'intégrer à sa place, et par là libérer de son impérialisme et de leur inhibition les autres langues européennes ». Et si notre multilinguisme national et régional était lui aussi une chance ?

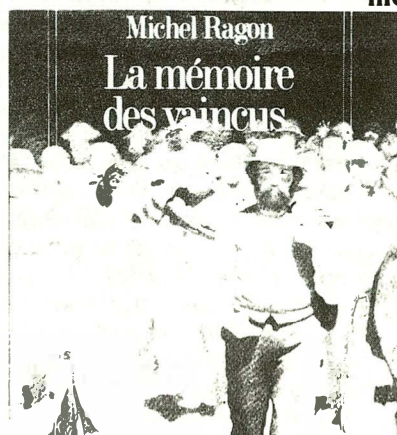
Gérard LECLERC

Jean-Marie Domenach, Europe : le défi culturel, La Découverte / Essais.

Anar

Légende d'un siècle

Les romans de Michel Ragon ne sont jamais aussi intéressants que lorsqu'ils s'inspirent d'événements historiques et de personnages qui ont réellement existé. Il parvient alors à émouvoir, à transmettre sa perception du monde



«**L**a mémoire des vaincus», est la biographie romancée d'Alfred Barthélémy, pseudonyme d'un militant anarchiste français qui traversa le siècle, de révoltes en révolutions, de guerres civiles en guerres mondiales, et fut très proche, à un moment ou à un autre de sa vie, de tout ce que l'Europe compta de révolutionnaires.

Ces souvenirs racontés par Barthélémy à la fin de sa vie, à celui qu'il considéra comme son fils spirituel, sont l'occasion, pour Michel Ragon, de tracer des portraits sans complaisance de personnalités du monde politique et littéraire. La participation active de Barthélémy à la Révolution russe font de lui un témoin privilégié de cette période mythique : proche collaborateur de Zinoviev au sein de la III^{ème} internationale, il a de fréquents contacts, sur le plan de l'action mais aussi de la réflexion politique, avec Lénine, Trotski, Kamenev et Boukharine. Il rencontre, également, Kropotkine et Gorki avec lesquels il s'entretient de l'évolution de la Révolution et de sa dérive totalitaire.

De retour en France, la publication régulière d'articles dans *Le Libertaire* lui confère une petite notoriété. La publication d'un ouvrage lui permet d'infiltrer le milieu littéraire et de dialoguer avec Malraux, Céline, Giono, Drieu la Rochelle, Romain Rolland... Son intense activité politique lui offre la possibilité de côtoyer Blum, Doriot, Déat, Thorez... Toutes ces personnalités apparaissent sous un jour nouveau et des mythes s'écroulent.

Ce nouveau livre de Michel Ragon révèle un personnage attachant qui passa sa vie, dès la fin des années 20, à dénoncer cette formidable supercherie que constitue le communisme. Mais il fut seul et ses tentatives pour faire prendre conscience au monde du travail que la dictature du prolétariat n'était rien d'autre que la dictature d'un parti sur le prolétariat et que le «Petit père des peuples» était un cruel despote, échouèrent.

Mais «La mémoire des vaincus» c'est aussi, même si ce n'est pas l'essentiel, une tranche de vie : les métiers (grands ou petits) exercés par Barthélémy, ses lectures et ses écrits, ses histoires d'amour et de «baise», ses enfants et ses amis, dont Michel Ragon, les trahisons et les retrouvailles, les espoirs et les déceptions qui sont le lot de la vie de tout un chacun. C'est enfin et surtout l'histoire d'une amitié qui se poursuit encore aujourd'hui, par-delà la mort de Barthélémy.

Patrice LE ROUE

Michel Ragon, *La mémoire des vaincus*, Albin Michel, prix franco : 142 F.

Disque

F. Leclerc

Voici un peu plus d'un an, Félix Leclerc nous quittait. La chanson était en deuil mais qui s'avisait à le porter dans le monde frivole du hit-parade ? Le poète bûcheron partait pour son dernier voyage comme il avait vécu, dans la discrétion.

Qui se souvient de ce Québécois à la mèche blanche rebelle, simple comme sa musique - la musique qui est le moteur de tout, comme il aimait à dire - solitaire comme un homme des bois. «*J'ai besoin dans ma vie de grandes zones de silence. Au printemps, une fièvre me prend, je veux voir le réveil des bois, la débâcle des glaces. Je mets ma guitare dans la voiture et je vais chanter*». Tout simplement ; la guitare à la main comme d'autres saisissent le rabot, le burin ou la truelle. En artisan de la chanson, en compagnon de ceux qui construisent des cathédrales, et cette humilité donne cent petits chefs-d'œuvre.

On connaît *Le P'tit bonheur*, *Mes longs voyages*, *Moi mes souliers*, mais le reste ? Il faut donc louer la maison Philips d'avoir eu l'heureuse et inespérée idée de présenter en un coffret de 6 compact-disques l'intégrale de l'œuvre du chanteur franco-canadien. Le monde merveilleux des choses bien dites, chantées d'une voix grave, sur une musique dépouillée de bruits et d'effets faciles.

Ceux qui avaient 15 ans au début des années cinquante, se souviendront de ces airs qui firent irruption dans une France ravie, avant Brel, Brassens ou Ferrat. Les plus jeunes découvriront la beauté dans la simplicité. Certes, 499 F ! Mais on peut se priver de quelques fantaisies, assuré que l'on est d'un plaisir toujours renouvelé.

Michel FONTAURELLE

Cité

N° 23 982



Hommage à
MAURICE CLAVEL

Vient de paraître !
Numéro spécial
d'hommage à
Maurice Clavel

Avec les contributions de :

- Marie Balmary
- Hélène Bleskine
- Roland Castro
- Jean Daniel
- Jean-Toussaint Desanti
- Jean-Paul Dollé
- André Frossard
- François Gachoud
- Luc de Goustine
- Alain Jaubert
- Jean-Pierre Le Dantec
- Edgar Morin
- Philippe Nemo
- Rémy Talbot

Le numéro 35 F
mais il est encore
mieux de s'abonner

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 23 de 'Cité' et verse 35 F.

☐ s'abonne à 'Cité' pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de
"Cité"

CCP Paris 23 982 63 N

SOUSCRIPTION POUR LE PHOTOCOPIEUR

Sans plus attendre nous avons acheté le photocopieur indispensable pour remplacer celui qui avait rendu l'âme. Comme nous vous l'avions expliqué il nous faut une somme de 20.000 F pour nous permettre d'affronter cet achat sans mettre en péril notre équilibre budgétaire toujours fragile. La souscription ouverte à cet effet a atteint aujourd'hui les trois quart de la somme nécessaire.

Nous comptons absolument sur votre générosité pour combler dans les jours qui viennent le déficit qui subsiste.

Yvan AUMONT

SOUSCRIPTEURS (3ème liste)

Mme Hélène Bastaire : 200 F - Norbert Col : 200 F - Michel Cusin : 600 F - Armelle Fincato : 40 F - François Francart : 82 F - Yves Gillet : 256 F - Fernand Gohard : 200 F - Philippe Hérisse : 30 F - Lionel Lavinet : 500 F - Olivier Le Moigne : 50 F - Guy Leclerc-Gayrau : 500 F - Philippe Lecourt de Billot : 50 F - Serge Avicé : 75 F - Pierre Meyers : 100 F - NAR Nantes : 100 F - Jacques Roué-Daeron : 150 F - Pour Jean IV (Washington) : 200 F.

Total de cette liste : 3.333 F

Total précédent : 10.756 F

Total général : 14.089 F

JEUNE ET ROYALISTE

C'est en Picardie qu'aura lieu la session nationale de "JetR" les samedi 7 et dimanche 8 juillet prochains.

Les buts de cette session sont multiples. Tout d'abord elle permettra à ceux qui n'ont pas enco-

La braderie du Service librairie 2 jours fous ...

Samedi 23 et dimanche 24 juin

- 20 %

sur tout notre stock de livres : titres récents, ouvrages anciens, livres d'occasion. Titres classiques ou insolites, rares ou communs, etc.

La N.A.R. ouvre ses placards pendant deux jours et casse les prix !

N.A.R. service librairie, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage) - (métro Bourse ou Palais-Royal).
Les samedi 23 et dimanche 24 juin.
Heures d'ouverture : 10 h à 12 h 30 et 14 h à 18 h.

ILE-DE-FRANCE : POT AMICAL

Créée en novembre dernier la Fédération de l'Ile-de-France a mené depuis cette date une action militante régulière marquée par des affichages, des ventes à la criée, des sessions, et plus récemment par la publication d'une lettre mensuelle d'information baptisée "IDÉFIX".

Mais après l'action, la détente : la Fédération convie tous les lecteurs et sympathisants à venir participer au pot amical qui aura

lieu le **Samedi 24 juin** dans les locaux du mouvement à partir de 19 h.

A cette occasion sera présenté le nouveau modèle d'affiche édité par la Fédération. Vous pourrez admirer également les panneaux photos qui illustrent les activités de la Fédération.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet : 22 F).

● **Mercredi 20 Juin** - En retraçant l'histoire du goût et en réfléchissant sur la mort des avant-gardes, **Luc FERRY** poursuit son analyse de l'individualisme démocratique. Comprendre la naissance et le développement de l'esthétique permet en effet de mieux discerner le mouvement de la modernité et de ses « productions » culturelles. Tel est l'objet de cet « **Homo Aestheticus** », qui nous permet d'accueillir à nouveau Luc Ferry.

● **Mercredi 27 Juin** - La question des exclus est à l'ordre du jour, signe non seulement de crise économique mais d'un malaise plus général dont on cherche à guérir. L'histoire du regard sur les pauvres révèle les enjeux de la société et ses inquiétudes majeures à une époque donnée. Il y a donc un « **Bon usage des pauvres** », selon le titre du livre que **Philippe SASSIER**, docteur d'Etat en sciences politiques, viendra nous présenter.

De la nécessité de gouverner



Pour dissiper l'angoisse d'un certain nombre de Français, pour détruire les idées fausses ou mensongères et pour en finir avec cet énorme fantasme qui entoure l'immigration, un accord était souhaitable entre les formations parlementaires et le gouvernement. Après le choc de Carpentras, cet accord était possible, à la fois sur les principes premiers d'une politique d'intégration et sur la nécessité pratique de cesser toute démagogie sur l'immigration, afin que l'isolement moral de J.-M. Le Pen se transforme en isolement politique. Tel était l'intérêt du pays, du gouvernement quant à sa politique annoncée, et des partis d'opposition qui n'ont cessé de perdre des militants et des électeurs depuis qu'ils ont fait de l'immigration un enjeu politique.

CONCESSIONS

À l' lendemain de la manifestation d'unité nationale du 14 mai, le report de la table ronde était de mauvais augure. Passé le moment d'émotion, il était clair que les calculs à courte vue recommençaient à prévaloir et que les exigences de l'opposition rendaient impossible le consensus souhaité par le Premier ministre. Plutôt que de tirer les conséquences de la mauvaise volonté manifestée par l'UDF et le RPR, le Premier ministre a choisi de défendre jusqu'au bout une table ronde vouée à l'échec au prix de concessions injustifiables.

D'abord, l'abandon - non le report - du vote des immigrés aux élections locales en une phrase d'une parfaite désinvolture à l'égard du vœu exprimé par le président de la République et par un grand nombre de mouvements et d'associations. Ensuite cette « charte minimale » où figurent, pour l'essentiel, les thèmes répressifs et les préjugés exposés par l'opposition lors de ses états généraux sur l'immigration. La polygamie est-elle si fréquente dans les communautés immigrées (pour une part chrétiennes) et notre droit si peu clair sur le sujet, qu'il faille s'en saisir officiellement ? L'excision est-elle une pratique de masse, à ce point préoccupante qu'il paraît nécessaire de l'évoquer - alors que des lois existent et qu'elles sont appliquées ? Le re-

groupement familial (29.000 personnes en 1989) est-il si déstabilisateur qu'une sévérité accrue soit envisagée ?

Certes, des mesures d'intégration sont annoncées à la fin de ce texte à la tonalité fortement et abusivement répressive, mais la lettre du Premier ministre n'en est pas moins scandaleuse par les préjugés qu'elle accrédite : celui d'une immigration pour l'essentiel maghrébine (alors qu'il y a en France plus de 800.000 Portugais), celui du musulman nécessairement polygame et de l'Africain exciseur. Pour complaire à l'opposition, Michel Rocard a pris le risque de légitimer la propagande xénophobe, et d'ajouter aux jugements passionnels des généralités fallacieuses sur certaines civilisations.

Tout cela pour un résultat nul. Sans doute surprise par l'ampleur des concessions du Premier ministre, interprétées à juste titre comme une « victoire », et soucieuse de manifester son unité, l'opposition ne pouvait pas éviter cette table ronde, comme elle était tentée de le faire. Mais, malgré son accord tacite avec le Premier ministre sur la maîtrise des flux migratoires et la nécessité de l'intégration, elle était décidée à faire de cette rencontre un échec - et celui-ci est total.

Echec quant à l'apaisement nécessaire des tensions entre les Français dits de souche et les communautés en voie d'intégration puisque, par contagion, les préjugés xénophobes du Front national, après avoir gagné le RPR et l'UDF, figurent maintenant dans un texte officiel. Echec pour l'opposition, qui persiste dans son attitude démagogique sans vouloir comprendre qu'elle est la première cible de J.-M. Le Pen, qui sera toujours le gagnant au jeu de la surenchère. Echec pour le Premier ministre, quant à sa méthode, et quant aux compromis qu'il a choisi de passer. On ne peut en effet se satisfaire, comme l'ont fait certains conseillers de Matignon, d'un constat partagé par le gouvernement et par l'opposition sur la maîtrise des flux migratoire (l'immigration légale est arrêtée depuis 1974) et sur la chasse aux travailleurs clandestins (sans peser de façon significative sur l'offre de travail servile). Quant à la promesse d'intégration, elle est démentie par la lettre du Premier ministre et par les diatribes de la droite parlementaire, qui

font peser sur les immigrés une suspicion permanente en raison de leurs mœurs supposées et qui prétendent les frapper de restrictions, en matière de droit de visite de parents étrangers notamment.

AGIR

Après cette succession de faux-pas, que peut faire le Premier ministre ? Tout simplement prendre au mot l'opposition, et satisfaction à tous ceux qui s'impatientent et s'inquiètent : gouverner, au lieu de chercher à séduire des adversaires qui, la preuve est faite, ne lui feront pas de concessions. Gouverner, cela signifie, en matière d'intégration, qu'il faut avoir le courage de dissiper les préjugés, qu'il faut donner une large publicité aux réalités, tant chiffrées que culturelles, qu'il faut affronter les difficultés cent fois répertoriées en matière scolaire et urbaine, qu'il faut rendre tout son dynamisme au modèle français d'intégration par l'accélération de la procédure de naturalisation - ce qui suppose qu'on soit sur ce point aussi rapide qu'en matière de droit d'asile... Cela sans oublier, nous le maintenons, la question du droit de vote aux élections locales qui se reposera, de toutes façons, en 1992.

La politique d'intégration n'est d'ailleurs pas le seul domaine où le Premier ministre se doit de gouverner - au lieu d'administrer les choses en essayant de ne gêner ni le Patronat, ni M. Méhaignerie. Alors que la grande pauvreté reste un problème majeur dans notre pays, Michel Rocard refuse d'envisager la loi-cadre qui serait nécessaire. Alors que les inégalités se creusent entre les revenus, c'est le président de la République qui doit se substituer à un premier ministre par trop indifférent pour inciter à des négociations sur les bas salaires. On ne peut gouverner sans projet, on ne peut gouverner sans décider, ni sans prendre toutes ses responsabilités politiques à l'égard du Président et de la majorité, au lieu de les laisser se dépêtrer dans les situations de crise - celle des délits d'initiés l'année dernière, celle de la loi d'amnistie il y a peu. Sinon, à quoi sert le Premier ministre ?

Bertrand RENOUVIN